

Brochure n° 3279

Convention collective nationale
IDCC : 1801. – SOCIÉTÉS D'ASSISTANCE

AVENANT N° 41 DU 28 FÉVRIER 2018
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS

NOR : ASET1850769M
IDCC : 1801

Entre :

SNSA,

D'une part, et

CSFV CFTC ;

FEC FO ;

FAA CFE-CGC ;

FBA CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Rémunération annuelle garantie (art. 51)

La rémunération annuelle garantie de la profession correspond à 20 232 € brut.

Article 2

Barème des rémunérations minimales annuelles garanties

Le barème des rémunérations minimales garanties, figurant à l'article 49, est modifié comme suit, et applicable à compter du 1^{er} janvier 2018 aux salariés présents à l'effectif à la date de signature de cet accord.

(En euros.)

NIVEAU	MONTANT
A	20 232
B	20 419
C	21 138
D	22 579
E	25 680

NIVEAU	MONTANT
F	28 385
G	33 310
H	38 498
I	50 341

Les montants définis aux articles 1^{er} et 2 correspondent à des rémunérations annuelles brutes, au sens de l'article 50 de la convention collective, pour une activité à temps plein équivalente à 35 heures par semaine.

Article 3

Personnel salarié à la mission (annexe III)

a) Les barèmes applicables pour le personnel médecin et infirmier effectuant des transports à partir du 1^{er} janvier 2018 sont revalorisés comme suit :

1. Évacuation sanitaire par avion spécial

(En euros.)

	MÉDECINS	INFIRMIERS
Indemnités de départ	226,59	160,42
Taux horaire appliqué à toute la durée de la mission	13,30	10,21

2. Évacuation sanitaire par avion de ligne ou autres moyens de transport

(En euros.)

	MÉDECINS	INFIRMIERS
Indemnités de départ	181,32	117,96
Taux horaire appliqué à toute la durée de la mission	12,15	9,90

Ces barèmes sont appliqués à tout médecin ou infirmier qu'il soit salarié à la mission ou en contrat à durée indéterminée lorsqu'il effectue des missions de transport.

b) Tous les autres salariés à la mission sont classés au niveau B. Ils ne peuvent percevoir une rémunération horaire inférieure à 12,48 €.

c) Les montants définis au présent article s'entendent tout élément de rémunération inclus. À cette rémunération s'ajoutent exclusivement les majorations relatives au travail effectué le jour du 1^{er} mai, ainsi que l'indemnité légale de congés payés.

Article 4

Contrat de professionnalisation

Tout salarié en contrat de professionnalisation perçoit à compter du 1^{er} janvier 2018 une rémunération correspondant à 100 % de la rémunération minimale conventionnelle auquel est rattaché le poste qu'il occupe.

Cette disposition fera l'objet d'un avenant à l'accord formation professionnelle du 30 septembre 2015.

Le présent accord qui revêt un caractère normatif vise les sociétés ainsi que leurs salarié(e)s, appliquant la convention collective nationale des sociétés d'assistance.

Fait à Bry-sur-Marne, le 28 février 2018.

(Suivent les signatures.)